

Développements internationaux

Les premières données institutionnelles disponibles sur le premier trimestre 2020 témoignent d'une lourde chute de l'activité des économies avancées, affectées par les confinements survenus en mars. Cette baisse d'activité se traduit par des pertes d'emploi de plusieurs centaines de milliers en mars 2020 dans les pays européens et aux États-Unis. Les indicateurs haute fréquence constituent par ailleurs une source d'informations sur la baisse de l'activité qui s'est poursuivie au mois d'avril et sur la timide reprise liée à la sortie du confinement dans certains pays.

Les estimations flash du PIB des différents pays au premier trimestre sont à comparer avec précaution

Dès la première quinzaine de mars, les principales économies de la zone euro ont adopté des mesures de restriction de l'activité économique, dont les premières ont été instaurées le 11 mars en Italie, le 14 mars en Espagne et le 15 mars en France, afin d'endiguer la propagation du coronavirus. Le Royaume-Uni, le 23 mars, et les États-Unis, à partir du 19 mars et à des degrés variables selon les États, ont également pris des mesures pour endiguer l'épidémie. C'est aussi le cas du Japon qui a décrété l'état d'urgence le 7 avril.

Les premières estimations des comptes du premier trimestre 2020 publiées par les instituts statistiques nationaux indiquent une forte baisse de l'activité économique. En France, l'activité s'est contractée de 5,8 % au premier trimestre 2020 du fait d'une forte baisse de tous les postes de la demande, notamment l'investissement (-11,8%). En Espagne et en Italie, la chute est d'un ordre de grandeur comparable, à savoir -5,2 % et -4,7 % respectivement. Bien que les instituts statistiques nationaux aient suivi les préconisations d'Eurostat relatives à l'estimation flash du PIB, les écarts de taux de croissance entre pays doivent s'interpréter avec précaution. Les estimations effectuées dans ce contexte inédit mobilisent en effet des méthodes et des indicateurs moins conventionnels et donc moins comparables que d'habitude. Ces estimations sont donc susceptibles d'être révisées plus fortement qu'à l'accoutumée. Toutefois, celles du PIB espagnol et français, par exemple, apparaissent proches en divers points méthodologiques : les sources alternatives pour compléter les informations manquantes en mars 2020 (données des cartes bancaires par exemple)

et la correction des modèles pour mieux tenir compte du choc à la baisse des indicateurs.

Pour ce qui est des États-Unis, alors que le confinement a été décrété dans la seconde quinzaine de mars, certes à des degrés variés selon les États, le PIB s'est replié de 1,2 % au premier trimestre 2020, particulièrement pénalisé par la baisse de la consommation (-1,9 %), en particulier la consommation de services (-2,5 %) et de biens durables (-4 %). La consommation de biens non durables a augmenté (+1,7 %). Selon le Congrès américain, le PIB pourrait chuter de 12 % au deuxième trimestre.

Les conséquences économiques des mesures de confinement, déjà visibles au mois de mars, se font de nouveau sentir en avril, notamment dans les enquêtes de conjoncture de l'institut IHS Markit. Ainsi, les indices PMI composites, indicateurs avancés de l'ensemble de l'activité économique, baissent de nouveau en avril dans l'ensemble des pays avancés, après leur chute en mars (*graphique 1*). En zone euro, l'indice perd 16 points en avril après une baisse de 22 points en mars. En Allemagne, l'indice perd près de 18 points après s'être effondré de 16 points en mars (contre -23 puis -18 points en France). L'indice chute de 14 points aux États-Unis (après une baisse de 9 points en mars) et s'effondre de 22 points au Royaume-Uni, atteignant des niveaux très bas (après une baisse de 17 points en mars). Dans tous ces pays, l'indice atteint en avril un niveau particulièrement bas, très en deçà de 50, seuil au-dessous duquel l'activité se replie.

La baisse de l'activité se traduit par de fortes pertes d'emplois dans les pays avancés

Cette forte baisse de l'activité se traduit aussi par des pertes nettes d'emplois dans les économies avancées. En Espagne, le ministère du travail a enregistré une hausse d'un peu plus de 300 000 demandeurs d'emploi en mars 2020, soit +9 % par rapport à février 2020 et à mars 2019. L'institut statistique espagnol a également estimé la baisse de l'emploi, en termes d'heures travaillées, à -5,0 % par rapport au trimestre précédent et à -1,8 % en équivalents temps plein. En France, selon Pôle Emploi, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) s'est accru de 243 000 en mars 2020, soit une hausse de 7,5 % par rapport à février. À la fin du premier trimestre 2020, l'emploi salarié du secteur privé en France chute de 2,3 %, soit plus de 450 000 destructions nettes d'emploi en un trimestre. Les

entreprises ont par ailleurs déposé des demandes d'activité partielle pour plus de la moitié des salariés du privé. En Allemagne, selon l'IAB (centre de recherches de l'Office pour l'emploi allemand), le nombre de demandeurs d'emploi devrait augmenter de 520 000 personnes sur l'ensemble de l'année 2020. Par ailleurs, selon une enquête de l'Université de Mannheim, la proportion des emplois en chômage partiel est passée de 3,4 % à 10,8 % entre mi-mars et mi-avril.

Au Royaume-Uni, entre le 16 mars et le 13 avril, environ 1,8 millions de personnes ont demandé le versement du crédit universel, une allocation unique fusionnant plusieurs prestations sociales existant auparavant. Cette allocation est conditionnée à la recherche d'emploi ou à la formation et les travailleurs à bas salaires peuvent également la recevoir. Par ailleurs, selon une enquête de l'Office for National Statistics, 27 % des salariés auraient été mis en congé entre le 23 mars et le 5 avril. 40 % des entreprises ont réduit leurs effectifs et 29 % ont réduit les heures de travail.

Aux États-Unis, les nouvelles demandes d'indemnisation chômage entre le 15 mars et le 25 avril ont dépassé 30 millions (plus de 18 % de la population active et presque 19 % de la population en emploi). Face à cette forte augmentation des inscriptions à l'assurance chômage et à la paralysie d'une grande partie de l'activité économique, certains États ont relâché les mesures de confinement, autorisant les commerces non essentiels à rouvrir. Selon le *Congressional Budget Office*, l'organe non partisan d'analyse économique et budgétaire du Congrès américain, le taux de chômage devrait culminer à 16 % au troisième trimestre 2020. La baisse du taux de participation à 59,8 % au troisième trimestre (après 63,2 % au premier) devrait absorber une partie des pertes d'emploi ; sans cette baisse du taux de participation le taux de chômage pourrait être encore plus élevé. Les pertes d'emplois sont très élevées dans l'hébergement-restauration, les

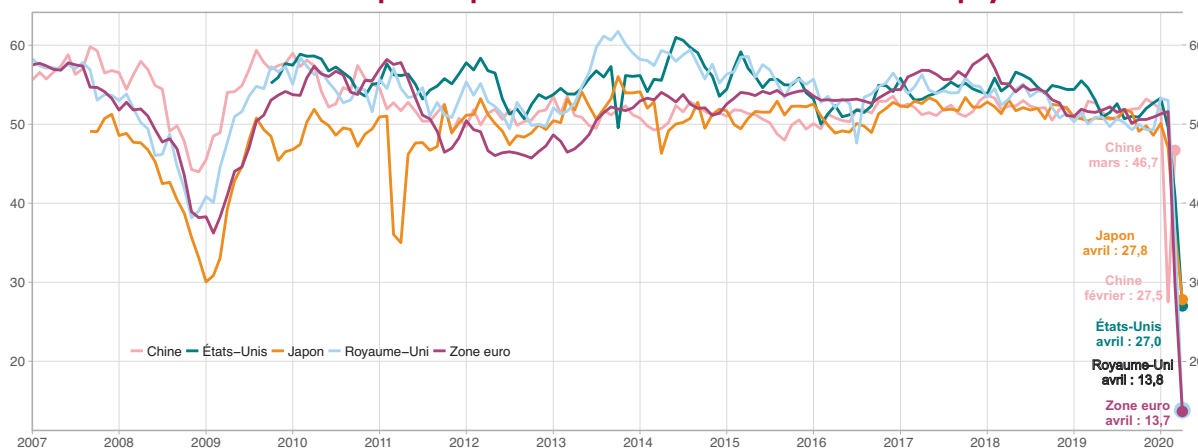
commerces de détail et les services aux entreprises, secteurs particulièrement touchés par la chute brutale de l'activité.

Il faut noter que ces éléments sont relatifs à la période de confinement connue par ces pays jusqu'à la mi-avril au moins et n'intègrent donc pas les mesures de sortie de confinement initiées fin avril, tant en Europe qu'aux États-Unis. L'utilisation d'indicateurs haute fréquence permet en revanche de mesurer leurs premiers effets.

Une légère reprise de l'activité s'est amorcée dès la fin avril dans certains pays européens comme en témoignent les indicateurs haute fréquence

Fin avril, certains pays ont d'ores et déjà entamé un processus de déconfinement de la population et de levée des restrictions de l'activité (*graphique 2*). L'indice de restrictions de l'Université d'Oxford et de la *Blavatnik School of Government* recense et synthétise en une mesure unique l'ensemble des mesures sanitaires de confinement et de fermetures des commerces, administrations et écoles dans une centaine de pays. Selon cet indice, le confinement demeure très restrictif en France, en Italie et en Espagne, alors qu'il s'allège en Allemagne et aux États-Unis. En Allemagne notamment, une première phase de déconfinement a été initiée au niveau fédéral le 20 avril avec la réouverture des commerces d'une surface inférieure à 800 m², ainsi que des concessionnaires, des vendeurs de vélos et des librairies sans condition de surface ; une deuxième phase s'est amorcée le 4 mai avec la réouverture progressive des écoles et des salons de coiffure. Toutefois, la sortie du confinement dépend également des Länder : tandis qu'en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, les commerces de proximité même non alimentaires accueillent les clients depuis le 20 avril, la Bavière et Hambourg les ont maintenu fermés jusqu'au 27 avril. En Italie, seules les entreprises stratégiques et exportatrices ont pu

1 - Les indices PMI composites poursuivent leur chute en avril dans les pays avancés



Source : IHS Markit

repandre leurs activités le 27 avril (comme certaines usines du groupe Fiat-Chrysler ou encore Valentino), et seulement après examen et accord de la préfecture. Le 4 mai, les branches de la chimie, des matières plastiques, de la métallurgie, des machines-outil, de la construction et des télécommunications ont été autorisées à reprendre leurs activités.

En Espagne, dès le 11 avril, les activités productives ont pu reprendre progressivement mais la population reste confinée jusqu'au 9 mai. Pour la France, c'est le 11 mai que devrait débuter la phase de déconfinement. Aux États-Unis, certains États, essentiellement des États du Sud des États-Unis et des grandes plaines (Alaska, Alabama, Colorado, Géorgie, Tennessee, Caroline du Sud, ...) ont décidé de rouvrir les commerces non essentiels, dont certains dès le 21 avril.

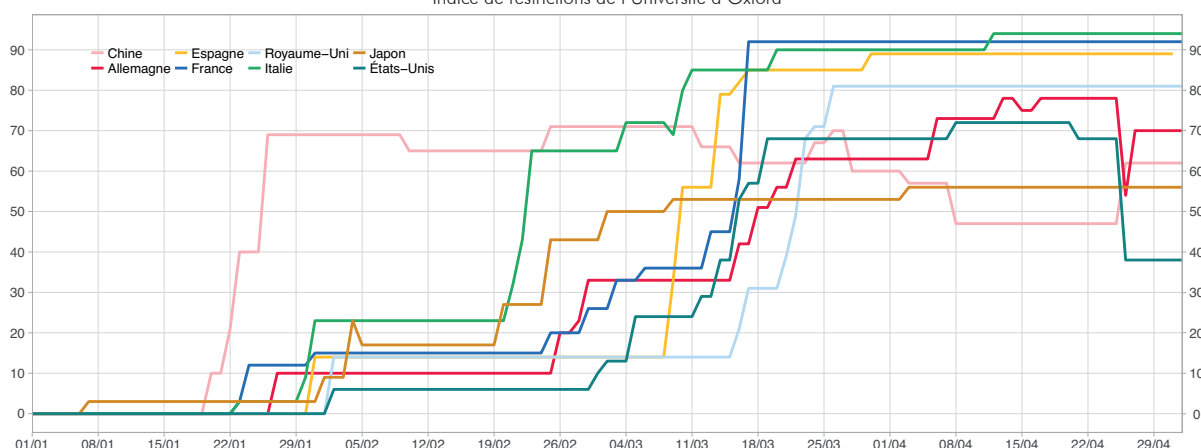
L'effet de la réouverture d'une partie des commerces le 20 avril en Allemagne, en avance sur les autres pays européens, se reflète

notamment dans les requêtes Google relatives aux centres commerciaux (*graphique 3*), qui peuvent donner une indication sur les ventes au détail et la consommation des ménages. Le nombre de requêtes la semaine du 20 avril pour les centres commerciaux allemands était inférieur de « seulement » 35 % par rapport à la même période en 2019, contre 70 % la semaine précédente. Dans les trois autres grandes économies de la zone euro, au Royaume-Uni et aux États-Unis, cet indicateur reste à de très faibles niveaux, inférieurs de 70 % à 80 % à ceux de 2019 sur la même semaine.

Un autre indice qui est représentatif de l'ensemble de l'activité est la consommation d'électricité. Cet indicateur fait apparaître le même type d'écart entre l'Allemagne d'un côté et la France, l'Italie et l'Espagne de l'autre. La baisse de la consommation d'électricité amorcée mi-mars a été plus forte en Italie, en Espagne et dans une moindre mesure en France, qu'elle ne l'a été en Allemagne (*graphique 4*).

2 - Le confinement s'allège un peu en Allemagne

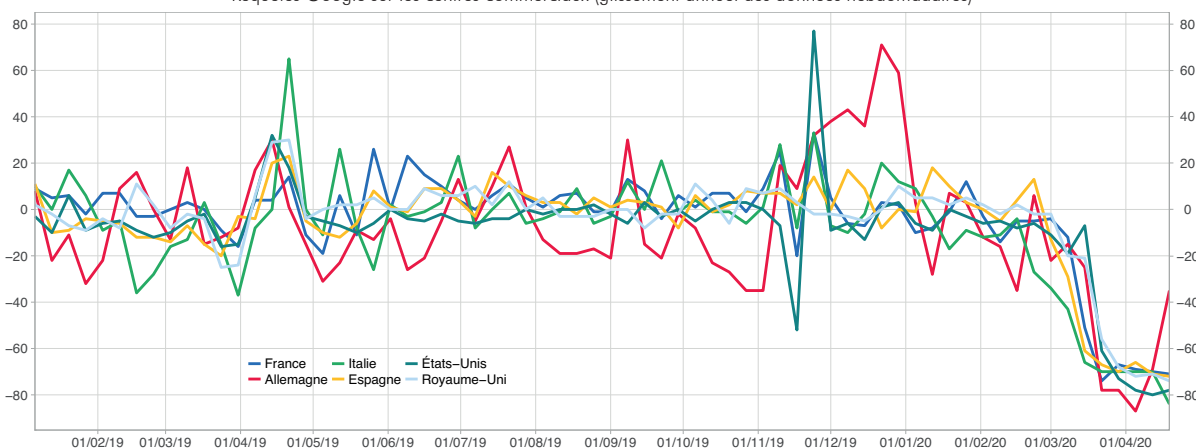
Indice de restrictions de l'Université d'Oxford



Source : Hale, T., Webster, S., Petherick, A., Phillips, T., et Kira, B. (2020). Oxford COVID-19 Government Response Tracker, Blavatnik School of Government

3 - Les requêtes Google Trends des centres commerciaux témoignent d'une reprise de l'activité en Allemagne

Requêtes Google sur les centres commerciaux (glissement annuel des données hebdomadaires)



Note : les volumes de requêtes sont les nombres moyen de requêtes pour différents centres commerciaux dans les plus grandes villes des pays.

Source : Google Trends, calculs Insee

Développements internationaux

À l'aube du déconfinement, le 20 avril en Allemagne et le 11 avril en termes de reprise des activités productives en Espagne, la perte de consommation d'électricité par rapport à 2019 s'élevait à 12 % et 34 % respectivement dans ces deux pays. La reprise progressive de l'activité s'y est ensuite accompagnée d'une hausse de la consommation. Ainsi, en Allemagne, la consommation d'électricité dans la semaine du 22 au 26 avril n'était plus inférieure que de 6 % à son niveau de 2019 sur la même période, et de 17 % en Espagne. En France, tandis que la consommation d'électricité la semaine avant le confinement était supérieure d'un peu plus de 2 % à celle de 2019 sur la même période, elle était fin avril 2020 de 16 % inférieure à celle de 2019. Le confinement y étant toujours en vigueur, la consommation d'électricité française s'est stabilisée à un niveau bas. Le suivi de la consommation d'électricité offre en tout état de cause une première indication sur l'activité économique et la production, les entreprises et

les usines étant les premières consommatrices d'électricité (cf. *éclairage électricité dans le cas de la France*). Dans la plupart des pays il ne nous a cependant pas été possible de distinguer la consommation d'électricité par secteur institutionnel.

La fréquentation des lieux publics constitue un troisième indicateur haute fréquence qui témoigne de la chute puis de la reprise progressive de l'activité, qu'il s'agisse des services de transport ou de commerces notamment mais aussi de l'économie dans son ensemble, via les déplacements des travailleurs et/ou des consommateurs. À cet égard et là encore, l'Allemagne se distingue, y compris pendant le confinement : la fréquentation des lieux publics, tant des commerces que des transports publics, y apparaît beaucoup moins affectée que dans les autres pays européens. Par exemple, la baisse de la fréquentation des transports publics y était de 49 % contre environ 80 % dans les trois autres grands pays de la zone euro (*tableau 1*). En

Tableau 1 - Indicateur de fréquentation des lieux publics en avril dans les pays avancés

en %

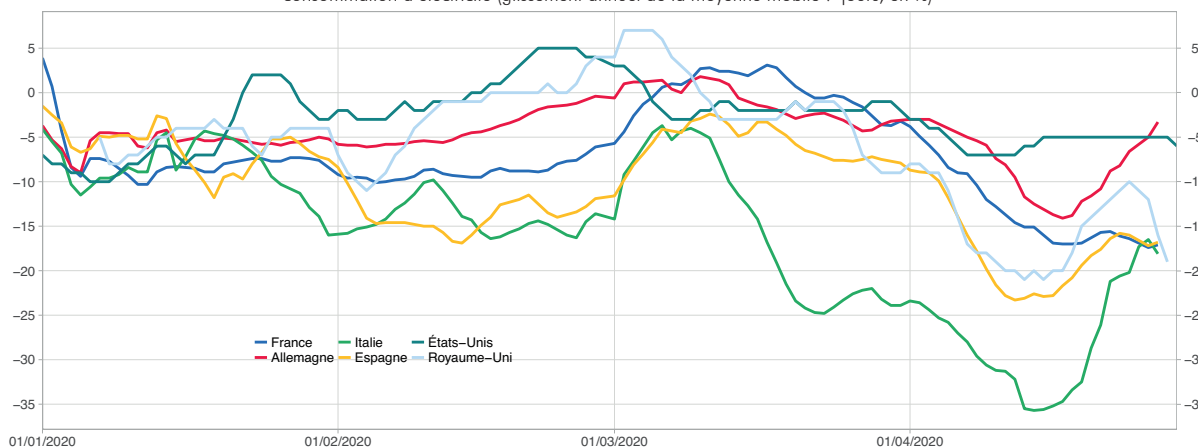
Indicateurs	Google Maps Mobility : commerce de détails et divertissement			Google Maps Mobility : commerce alimentaire et pharmacie			Google Maps Mobility : transports publics		
	6 avr.	17 avr.	26 avr.	6 avr.	17 avr.	26 avr.	6 avr.	17 avr.0	26 avr.
Allemagne	-56	-55	-52	0	-4	3	-48	-49	-39
France	-86	-81	-83	-39	-33	-58	-79	-79	-77
Italie	-86	-79	-92	-42	-34	-74	-78	-76	-81
Espagne	-92	-89	-92	-44	-45	-66	-84	-81	-82
États-Unis	-45		-42	-7		-16	-49		-48
Royaume-Uni	-82	-75	-78	-41	-30	-37	-70	-71	-64
Japon	-30	-31	-45	4	4	-9	-48	-46	-58

Note : Comparaison de la fréquentation de différents lieux à une date donnée par rapport à une situation de référence. Pour les données les plus récentes, cette situation est donnée par la fréquentation médiane de ces lieux chaque mardi (correspondant au mardi de la semaine du 25 avril).

Source : Google Maps Mobility

4 - Évolution de la consommation d'électricité dans les principaux pays avancés

consommation d'électricité (glissement annuel de la moyenne mobile 7 jours, en %)



Note : Chaque point représente l'écart entre la consommation quotidienne moyenne d'électricité en 2020 par rapport au jour comparable en 2019 (à la moyenne 2015-2019 pour les États-Unis). Les données en zone euro ont été corrigées des effets de température.

Source : Données de la plateforme transparency.entso.eu pour la consommation d'électricité dans les pays de l'UE, site de l'US Energy Information Administration (EIA) pour la consommation d'électricité aux États-Unis

revanche, en évolution au cours du mois d'avril, la fréquentation des lieux publics ne montre pas de rebond sensible, ni en Allemagne ni dans les autres pays.

Cette différence entre l'Allemagne et les trois autres principales économies de la zone euro se retrouve également dans les données journalières de pollution de l'air mesurée par la concentration en dioxyde d'azote (*graphique 5*). L'émission de dioxyde d'azote est notamment due aux phénomènes de combustion intervenant dans le transport routier et le chauffage des bâtiments. Sa concentration peut donc témoigner de l'activité des transports routiers, et par là de l'activité en général. Fin avril 2020, la concentration en dioxyde d'azote était de 29 % inférieure en Allemagne à celle de 2019 sur le même période, contre 45 % en France, deux pays n'ayant par ailleurs connu que de faibles changements des conditions climatiques sur un an. Des comparaisons qui permettent de contrôler l'effet des évolutions des situations météorologiques sont proposées par le CREA (*Centre for Research on Energy and Clean Air*), un organisme de recherche indépendant finlandais : hors effets des conditions météorologiques, la concentration en dioxyde d'azote aurait diminué de près de 45 % en France et en Italie en avril, contre une baisse de 51 % en Espagne et 21 % en Allemagne.

Hors zone euro, au Royaume-Uni, exception faite du pic de chaleur du 24 au 26 avril (-10 % de consommation d'électricité), la baisse de la consommation d'électricité par rapport à 2019 varie entre -15 % et -20 % depuis le 7 avril et la concentration de dioxyde d'azote dans l'air est presque moitié moindre qu'en moyenne à la même époque en 2016-2019. Selon le CREA, la concentration de dioxyde d'azote au Royaume-Uni a baissé de 36 % en avril par rapport

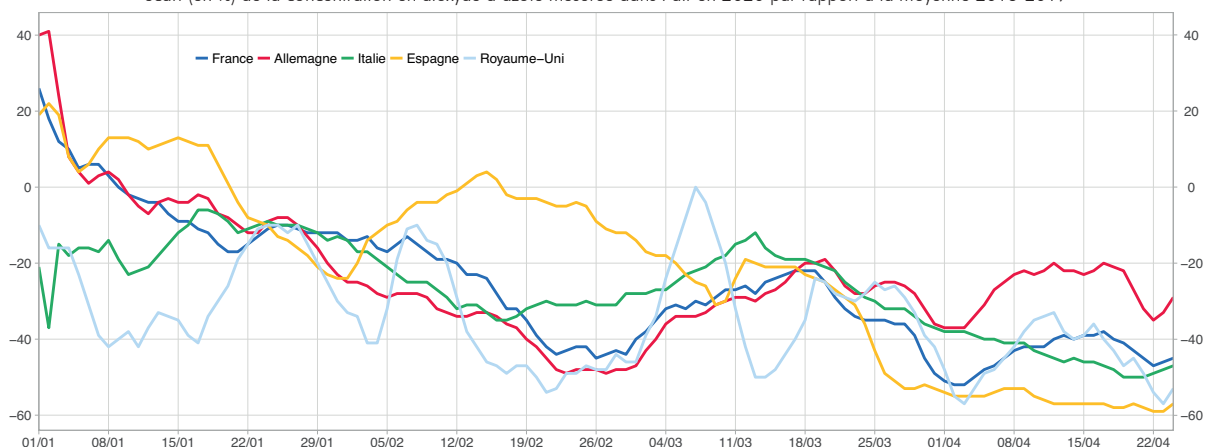
aux années précédentes, une fois les facteurs météorologiques pris en compte. Aux États-Unis entre fin mars et le 28 avril, la consommation d'électricité ne chute que de 6 % par rapport à sa moyenne quotidienne de 2015 à 2019. Toutefois, fin mars, après l'instauration de mesures de confinement dans les États concernés, la pollution sur la côte nord-est des États-Unis était inférieure de 30 % à sa moyenne de 2015-2019. Enfin, au Japon, la consommation d'électricité est inférieure d'environ 10 % à 2019.

La reprise peut également être suivie à l'aide d'indicateurs de circulation routière. Ainsi, la circulation routière dans les grandes villes allemandes semble avoir repris dans la semaine du 20 avril, ce dont témoigne l'indice de congestion routière publié par TomTom (*tableau 2*). L'indice n'est que de 2 % inférieur à l'indice moyen en 2019 entre le 20 et le 27 avril, alors qu'il lui était inférieur de près de 34 % entre le 13 et 19 avril. En France, en Italie et en Espagne, les conditions de circulation ne changent que très modérément. Fin avril, l'indice de congestion y demeure entre 60 % et 75 % inférieur à l'indice moyen de 2019 contre une baisse comprise entre 66 % et 80 % la semaine qui précède. La même hiérarchie ressort des données de demandes d'itinéraires en voiture avec Apple Maps (*graphique 6*). Pour ce qui est du Royaume-Uni, la circulation routière semble augmenter légèrement mais reste très inférieure aux conditions de 2019. C'est le cas également aux États-Unis.

Enfin, le trafic aérien constitue un indicateur de la reprise des échanges entre pays. À ce stade, le trafic aérien commercial de voyageurs reste au point mort dans la plupart des pays européens, hormis à nouveau l'Allemagne. Il est également au point mort au Royaume-Uni et aux États-Unis et il reste encore très au-dessous de la normale en Chine. ■

5 - Évolution de la pollution de l'air dans les principaux pays européens

écart (en %) de la concentration en dioxyde d'azote mesurée dans l'air en 2020 par rapport à la moyenne 2016-2019



Note : Chaque point représente l'écart entre la concentration moyenne hebdomadaire (moyenne mobile 7 jours des données quotidiennes) de dioxyde d'azote (NO₂) dans l'air mesurée par des stations réparties sur tout le territoire du pays en 2020 par rapport à la moyenne de cette concentration sur la même semaine les années 2016-2019. La moyenne calculée est la moyenne simple, sans correction des variations météorologiques ni pondération démographique. Ainsi, du 18 au 24 avril, la concentration de dioxyde d'azote dans l'air au Royaume-Uni était en moyenne inférieure de 53 % à sa moyenne sur les années 2016-2019.

Source : Agence européenne de l'environnement, calculs Insee

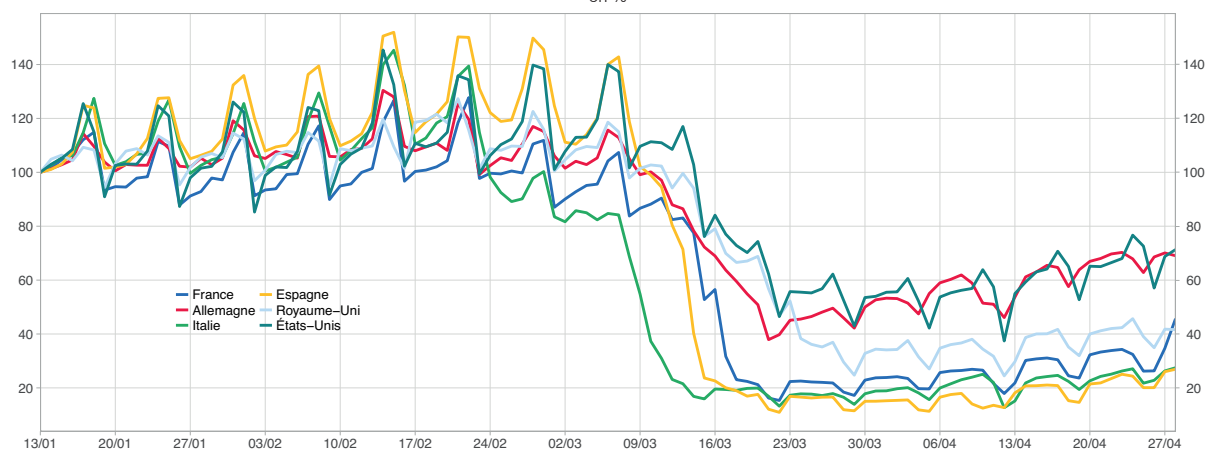
Développements internationaux

Tableau 2 - Indicateur de conditions de circulation routière dans les grandes villes et de trafic aérien
en %

Indicateurs	Trafic routier (indice de congestion)		Trafic aérien	
	semaine du 13 avril	semaine du 20 avril	semaine du 13 avril	semaine du 20 avril
Allemagne	-34	-2	-40	-52
France	-80	-75	-74	-79
Italie	-75	-70	-75	-80
Espagne	-66	-61	-77	-84
États-Unis	-85	-80	-70	-75
Royaume-Uni	-80	-70	-92	-91
Japon	-48	-60	-60	-75
Chine	-7	-5	-58	-58

Source : Site Tomtom pour le trafic routier dans les principales métropoles, différence entre la moyenne journalière de l'indice de congestion du 20 au 27 avril et la moyenne en 2019 de l'indice ; site Flightradar24 pour le trafic aérien, ratio du nombre de vols annulés sur le nombre de vols habituellement prévus dans les 3 plus grands aéroports du pays entre le 27 mars et le 20 avril.

6 - Évolution des demandes d'itinéraires sur l'outil Apple Maps depuis le 13 janvier 2020



Note : Il s'agit du nombre de recherches d'itinéraires en voiture sur Apple Maps, en proportion de son niveau du 13 janvier 2020. Aux États-Unis le 28 avril, ce nombre de recherches est ainsi inférieur de (100-71) 29 % à son niveau du 13 janvier.

Source : Apple Maps

Références

Contact restriction extended, (2020) Chancellerie allemande, 15 avril 2020, <https://www.bundeskanzlerin.de/bkin-en/news/fahrplan-corona-pandemie-1744276>

CBO's Current Projections of Output, Employment, and Interest Rates and a Preliminary Look at Federal Deficits (for 2020 and 2021), Congressional Budget Office (CBO), 24 avril 2020

Hale, T., Angrist, N., Webster, S., Petherick, A., Phillips, T., et Kira, B (29 avril 2020), "Variation in Government Responses to COVID-19", Version 5.0., Blavatnik School of Government Working Paper.

Hale T., Webster S., Petherick A., Phillips T., et Kira B. (2020). Oxford COVID-19 Government Response Tracker, Blavatnik School of Government

Short-term data development of economy and Labor Market, IAB (Centre de recherches de l'Office pour l'emploi), avril 2020.

<https://www.iab.de/en/daten/arbeitsmarktentwicklung.aspx>

Myllyvirta L. et Thieriot H., (2020) 11,000 air-pollution related deaths avoided in Europe as coal, oil consumption plummet, Centre for Research on Energy and Clean Air, 30 avril 2020.

<https://energyandcleanair.org/air-pollution-deaths-avoided-in-europe-as-coal-oil-plummet/> ■

